

**10^e ANNIVERSAIRE DE NOTRE EUROPE
COLLOQUE AU SENAT SAMEDI 18
NOVEMBRE 2006.**

**ARTICLE PUBLIE DANS LE NOUVEL
OBSERVATEUR DU JEUDI 16 NOVEMBRE
2006**

RETROUVER L'ENVIE D'EUROPE

Par Jacques Delors

En France, c'est le grand silence depuis le choc du référendum du 29 mai 2005. Entre les propos convenus et des tentatives de meccano institutionnel, on n'a pas vu se déclencher un processus de dialogue respectant les « oui » et les « non », qui permettrait de trouver un consensus à partir duquel le nouveau Président de la République pourrait faire entendre la voix de la France et peser sur son destin qui est lié en partie à celui de l'Europe.

Comme il n'y a pas d'avenir sans mémoire, six personnalités des pays fondateurs de la Communauté Européenne analyseront pour nous, au cours du colloque 18 novembre, les cinquante années écoulées depuis l'adoption du traité de Rome dont on fêtera l'anniversaire en mars prochain. Quelles étaient les finalités, quels étaient les buts et les moyens ? Comment cette « petite Europe » a-t-elle réussi à établir les bases -plus solides qu'on ne le croit- de ce qui allait devenir la Grande Europe ? La relecture de ces événements permettra de mieux comprendre ce qui est immuable dans ce projet historique et ce qui a changé.

A partir de là, d'autres personnalités - dont la moitié viennent d'au-delà des six pays fondateurs - débattront avec la salle de quelques idées susceptibles de relancer la construction européenne, entre les contraintes de la mondialisation et le respect de la nation - dont l'avenir m'a toujours paru aussi important, d'où mon idée d'une Fédération des Etats-Nations, lancée en 1993, reprise depuis et souvent déformée.

N'oublions pas que la France a longtemps été présente, active et innovante sur le chantier européen. Elle a lancé des processus dynamiques au moment où il le fallait, trouvé les

bons compromis, appris à bien distinguer ce qui est de la compétence de l'Union Européenne de ce qui demeure de la responsabilité de la nation. Quand elle a réussi, c'est grâce à cette méthode et non en tapant sur la table ou en racontant aux électeurs et parfois à nos partenaires des contes dignes des Mille et une nuits. Le préalable aujourd'hui, est de bien vouloir considérer que le verre européen est à moitié plein. Il ne s'agit pas de rabâcher mais enfin, on trouve à l'inventaire : la paix et la compréhension mutuelle entre les Européens, le recours au droit et à la concertation pour régler nos différents, les progrès économiques et sociaux de ce demi-siècle stimulés par l'intégration européenne, l'Union première puissance commerciale du monde, première aussi pour l'aide au développement et l'aide humanitaire, la solidarité entre les régions, avec des résultats spectaculaires, grâce à la politique de cohésion économique et sociale ... Et la liste pourrait s'allonger.

Il faut maintenant aller plus loin. Oui, l'Union Economique et Monétaire ne marche que sur une seule jambe, la monétaire, contrairement à l'esprit des traités. L'euro nous protège, même de nos bêtises, mais il ne stimule pas, faute d'une coordination étroite des politiques économiques nationales. D'où un déficit de croissance et un manque d'emplois. Le dialogue social que j'avais lancé en 1985, devant un chœur de sceptiques, est tombé dans la routine. Il ne crée pas de garanties nouvelles, il ne bouscule pas les décideurs pour aller vers un développement soutenable et solidaire.

La politique étrangère et l'Union, mises à part quelques présences utiles dans des lieux de conflit, souffre de divisions profondes (notamment des désaccords face au drame de l'ex Yougoslavie ou à la guerre en Irak) qui ne m'ont jamais surpris si l'on veut bien considérer les fortes particularités géopolitiques, les traditions et les expériences vécues de nos pays. Mais comment ne pas s'inquiéter de notre impotence face au drame israélo-palestinien générateur de très graves déséquilibres dans toute la région. Puisque l'Union Européenne apporte une aide notable à la Palestine, ne serait-elle pas autorisée à parler fort et net à tous les protagonistes ?

On retrouve les mêmes causes pour expliquer le sur-place des Européens en matière d'énergie. Certes, on parle de l'après pétrole, de la sécurité énergétique, des nouvelles sources d'énergie, mais on n'avance pas. Ceux qui ont de la mémoire, qui se rappellent la proposition Schuman du 9 mai 1950 savent que la situation était alors aussi difficile et compliquée, compte tenu du poids du charbon et de l'acier

dans nos économies, et surtout des peurs, craintes et rancœurs issues de quatre vingts ans de conflits et de guerres. Les pères de l'Europe ont surmonté tous ces obstacles, non seulement pour semer les germes d'une paix durable, mais aussi pour fonder une communauté sur la solidarité et la coopération : la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA).

J'ai toujours pensé que cet illustre précédent pourrait nous servir de guide pour aborder le problème de l'énergie et j'en ai parlé à mes équipiers de Notre Europe. Je suis heureux de voir qu'un économiste réputé, qui n'est pas un européen béat et inconditionnel, a repris l'idée sous la forme d'une Communauté de l'Environnement, de l'Energie et de la Recherche¹. C'est le type d'approche qu'il nous faut aujourd'hui, car on offrirait aux pays membres qui le souhaitent, un cadre politique, juridique et technique leur permettant d'assurer la sécurité et la diversité des sources d'énergie.

J'apporterai cependant une nuance. Mes propres réflexions m'avaient conduit à limiter le cadre institutionnel à la seule énergie, compte tenu des réticences que l'on note chez les pays européens, freinés par leurs propres servitudes intérieures (l'avenir du nucléaire) et les liens qu'ils font avec leur politique étrangère. Sans nier ceux avec l'environnement et la recherche, je crois plus réaliste d'établir un traité - clés en main - sur la coopération et la solidarité dans le seul domaine de l'énergie. Ce qui implique la prise en compte de l'avenir et notamment des exigences de l'environnement, la définition de stratégies en cas de crise ou de difficultés politiques et commerciales, une harmonisation des investissements, une participation des entreprises et des syndicats, un fonds social spécifique ... et surtout un pilote dans l'avion. Alors que les pays qui ont ratifié le projet de traité constitutionnel européen et ceux qui ont dit non ont jusqu'ici construit entre eux une sorte de mur de Berlin, chacun assis sur ses certitudes, il serait vital que ce projet précis les mette tous au pied du mur ... et le plus vite possible.

Car l'Europe telle que nous l'aimons et la désirons avec son patrimoine commun, ses nations, ses valeurs bien à elle ne vaut que par sa capacité à répondre aux défis de l'Histoire. Elle l'a fait contre les nostalgiques et les peureux en s'élargissant à cinq reprises. La volonté politique l'a emporté, comme en 1950 et a privilégié l'idée d'une Europe ouverte (et non offerte), forte de ses objectifs communs bien précis et de la méthode

¹ Le Monde du 7 novembre 2006.

communautaire de prise de décision. On l'oublie trop en ces temps de repli sur soi, de frilosité et de morosité. Que notre Conférence ouvre la voie à un aggiornamento du débat européen, c'est ce que nous espérons.